

DE VICHY À BERLIN...

François MITTERRAND a débuté sa carrière politique à Vichy.

La presse nous apprend «*qu'il a choisi de prononcer son dernier grand discours à Berlin*», où il a exalté la «construction européenne» et rendu hommage «aux soldats de la Wermacht».. La boucle est bouclée: *NEUE EUROPA!*

Personne ne pourra reprocher à MITTERRAND de ne pas être demeuré lui-même. Il est l'homme de la continuité et son parcours politique fait preuve d'une belle unité: de l'extrême droite à la «gauche» chrétienne... Seuls les naïfs pourraient y voir un quelconque changement de cap!

La vie politique est faite de paradoxes: c'est un gaulliste qui dénonce «*la dérive monarchique*» de la V^{ème} République (encore qu'il n'y ait pas, à proprement parler, de «*dérive monarchique*», la cinquième République est d'essence monarchique ou, plus exactement, bonapartiste), alors que l'auteur du «*coup d'état permanent*» a considérablement aggravé le caractère réactionnaire des institutions de la V^{ème} République et s'est complu dans les délices du «*pouvoir personnel*».

Mais il n'y a pas lieu de s'en étonner dans la mesure où ce qui est, finalement, en cause, c'est la démocratie dont les partisans du «*principe de subsidiarité*», où qu'ils se trouvent, sont tout naturellement des adversaires acharnés.

A ce propos, on notera deux incidents révélateurs lors du second tour de l'élection présidentielle. MITTERRAND et DELORS participant au scrutin, n'ont ostensiblement pris qu'un seul bulletin de vote (celui de JOSPIN). On imagine qu'ils ont dû, malgré tout, passer par l'isoloir... Pour quoi faire? (1).

Or, le suffrage universel n'est véritablement une conquête démocratique que s'il s'accompagne du secret du scrutin. Le geste symbolique de nos deux compères s'inscrit dans la pratique plébiscitaire chère à tous les régimes totalitaires. C'est ainsi que Staline obtenait des résultats électoraux en sa faveur... à plus de 100%!!!

Cela étant, nous verrons le nouveau Président de la République à l'œuvre. On aurait cependant tort de se faire la moindre illusion. Les institutions de la V^{ème} République, de surcroît étroitement contrôlées (au nom du principe de subsidiarité) par la bureaucratie cléricale de Bruxelles, ne laissent que peu de marge à l'initiative gouvernementale et les altercations, même fondées, avec le Directeur de la Banque de France n'y pourront rien changer dans la mesure où les fameux «*critères de convergence*» subsistent. Le «*vrai changement*» ne résultera pas de la volonté présidentielle mais de l'action de classe des travailleurs organisés dans leurs syndicats.

Cependant et, comme se plaisent à le souligner les néo-socialistes, «*il n'y aura pas d'état de grâce*» et le nouveau gouvernement aura à compter avec l'action des travailleurs et de leurs syndicats. Il est probable que la lutte des classes, un moment occultée par l'idéologie nationale «*socialiste*» va retrouver ses droits comme il est normal en régime démocratique.

En tout état de cause le trio infernal JOSPIN/DELORS/ AUBRY, (auquel on peut ajouter GANDOIS Président Rocardien du CNPF et... généreux employeur de Martine!), était lourd de menaces contre nos libertés démocratiques. Pour autant, rien n'est assurément gagné et, aujourd'hui plus que jamais, les travailleurs doivent d'abord compter sur eux-mêmes, mais nous avons, probablement, échappé au pire!

Alexandre HÉBERT.

(1) On me dit que DELORS ne serait même pas passé par l'isoloir!